

## MAROC

## Evasion

Près de 40 personnes se sont enfuies des camps de réfugiés sahraouis de Tindouf (Sud-Ouest algérien) et ont essayé de rejoindre le territoire marocain, a affirmé le quotidien Al Mitaq Al Wattani.

Citant des sources bien informées, le journal a précisé que « des forces communes composées de bandes du Polisario et de soldats algériens les ont pourchassés et ont eu avec elles des accrochages armés ». « Plusieurs de ces évadés ayant fui la répression dans les camps de Tindouf ont été tués tandis que les autres ont été arrêtés » a ajouté le journal qui craignait que ces derniers n'aient déjà été « exécutés par les mercenaires ».

• Les forces royales air organiseront les 24 et 25 décembre 1983 un concours pour le **recrutement d'élèves sous-officiers masculins et féminins** pour être formés au Maroc, en France et aux Etats-Unis d'Amérique dans les spécialités suivantes : mécanicien d'avions et de véhicules, électronicien, radio, électricien de sol et de bord, armement, circulation aérienne, météo, informatique, gestion, secrétariat, etc.

• M. Richard L. Armitage sous-secrétaire américain à la Défense pour les Affaires de sécurité internationale est venu à Rabat en **visite**.

De source diplomatique américaine à Rabat on indiquait que M. Armitage, qui dirige les programmes d'assistance militaire, aurait eu des entretiens avec des responsables militaires. M. Armitage a été convié à un déjeuner offert en son honneur par le général Driss Benaïssa, inspecteur général des forces armées royales, en présence notamment du colonel-major Mohamed Achahbar et des colonels Benali Aherrouh et Kaddour Terhaz.

## Appel aux Palestiniens

Le 7 novembre, le roi Hassan II a prononcé à Rabat un discours radiotélévisé à la nation, dans lequel il a lancé un appel aux Palestiniens pour qu'ils cessent de s'entretuer et de s'entredéchirer, pour leur propre intérêt et la cause arabe. Il a souligné : « Ce qui se passe au Liban, à Tripoli en particulier, est préjudiciable non seulement aux Palestiniens, mais aussi affecte la communauté arabe tout entière d'une manière dont il est difficile d'évaluer la portée ». S'agissant du problème du Sahara, le roi a réaffirmé : « Nous voulons que le référendum ait lieu dans les plus brefs délais. »

A propos du problème intérieur, le roi a annoncé la formation prochaine d'un nouveau gouvernement dont le Premier ministre n'aurait aucune affiliation politique. Le roi a aussi annoncé que les prochaines élections législatives pourraient avoir lieu fin janvier ou début février prochains, même si le référendum au Sahara prévu pour fin décembre 1983 n'avait pas lieu.

## Déminéralisation des eaux

La fourniture d'une usine de déminéralisation des eaux de Sidi Ahmed Laaroussi en vue de l'approvisionnement en eau potable de la ville de Smara a fait l'objet d'un appel d'offres de la part de l'office national de l'eau potable.

## ALGERIE

## Trafic d'armes

En octobre, une série d'arrestations touchant en particulier d'anciens collaborateurs ou familiers de l'ex-président Ahmed Ben Bella ont été opérées à la suite de la découverte en France d'un trafic d'armes. Parmi les personnalités interpellées par les services de sécurité figuraient notamment deux anciens ministres de M. Ben Bella, le Dr Nakka- che, médecin à Oran, et maître Ali Yahia Abdennour, avocat à la cour d'Alger. L'affaire aurait commencé en août avec la découverte par la police française d'un trafic d'armes au poste frontière franco-belge de Rekkem, près de Tourcoing. Selon des sources informées, les services de sécurité, aussitôt alertés, auraient dépêché en France des enquêteurs pour découvrir cette filière clandestine d'armes, achetées en Belgique et destinées à l'Algérie.

L'agence APS confirmant les informations circulant à Alger et à l'étranger a précisé : « Une enquête patiemment menée depuis plusieurs mois par les services de sécurité a débouché sur la découverte d'un projet d'une série d'actions visant à introduire sur le territoire algérien des armes et des munitions en vue de perpétrer des actes criminels ».

On apprenait de source informée à Alger qu'une série d'arrestations en liaison avec ce trafic d'armes avait été opérée à la suite de la découverte d'un tel trafic, en août dernier, par la police française à la frontière franco-belge. On précisait que « l'arrestation par les douanes françaises, à la frontière franco-belge, du nommé Benchenouf, alors porteur d'armes et de munitions, accompagné du nommé Litim dit Mohamed ou Abbas, a conduit les services de sécurité à précipiter l'arrestation en Algérie de certains complices ».

La levée volontaire d'interdiction de sortie du territoire national au profit du nommé Benchenouf devait permettre aux services de sécurité de situer, outre un réseau de trafic de devises, des complicités à l'étranger et de déterminer les liens entre celles-ci et certaines personnes vivant en Algérie... L'enquête a également établi que ce projet criminel était financé par certains individus résidant à l'étranger.

Toutes les personnes impliquées dans cette affaire ont été interpellées, a ajouté l'APS citant les noms de 13 individus présentés au parquet ainsi qu'un sujet marocain M. Talbi Ahmed.

• Le 22 octobre, le quotidien El Moudjahid ramenait à une **affaire de « truanderie et d'aventurisme »** les récentes arrestations opérées à Alger après la découverte en France d'un trafic d'armes en provenance de Belgique. Le journal a relevé que les dix personnes arrêtées, parmi lesquelles figurent deux anciens ministres de l'ex-président Ahmed Ben Bella, mais aussi, un tenancier de bar, ancien harki, et des « commerçants spéculateurs », « n'ont rien de commun, sinon un goût prononcé pour la crapulerie ou l'aventurisme ». Il a constaté dans cette affaire « des manipulations, animées par des nostalgiques qui « caressent

vainement le vieux rêve de voir l'Algérie en proie à des tentatives de désordre au lieu de demeurer un pays en bonne santé ». El Moudjahid a relevé que dans « cet aréopage hétéroclite » et ce « ramassis d'aventuriers » figuraient en plus quelques « commerçants spéculateurs victimes de leur cupidité », un élément « lié à certains services étrangers », auxquels s'ajoutent « quelques ambitions inassouvies, quelques amertumes mal consommées... Un vaste réseau de trafic de devises a ainsi drainé de véritables chasseurs de monnaie étrangère et tissé une toile d'araignée qui a rendu captifs ces individus alléchés par les opérations trop faciles de change ».

Le journal s'est demandé si « certains d'entre eux ne se sont pas, malgré eux, trouvés en quelque sorte piégés au point de ne plus pouvoir faire marche arrière et de se sentir coincés dans un engrenage aux implications multiples et auxquelles ils n'auraient sans doute pas songé ».

• Vingt et un ans après la fin de la guerre, l'armée algérienne et l'armée française tentent de nouer un **dialogue** qui aille au-delà d'un simple échange de stagiaires dans les écoles militaires d'officiers et de sous-officiers et qui soit la base d'une coopération, plus profonde et à long terme, en matière d'armements.

L'armée algérienne est, à ce jour, un client traditionnel de l'Union soviétique, qui lui a fourni la quasi-totalité des matériels, aussi bien dans l'aviation que dans la marine et les forces terrestres. De la France, en son temps, l'Algérie n'a reçu que quelques avions anciens de type Fouga-Magister, des chars de combat AMX-13 et quelques hélicoptères de transport Puma. Ce n'est que très récemment, l'an dernier, que l'Algérie s'est adressée à la France pour équiper partiellement la garde présidentielle avec des blindés légers transports de troupes de type Panhard M-3.

Probablement, la volonté algérienne de diversification des sources d'approvisionnement est aujourd'hui plus marquée et, dans cette perspective, la France paraît être un partenaire de choix dans la mesure où elle ne pose aucune condition politique.

L'Algérie serait intéressée par l'acquisition en France du système STRIDA (ou système de traitement et de représentation des informations de défense aérienne), qui est un dispositif maillé de centres de commandement et de contrôle de la défense aérienne. Ce projet de STRIDA algérien consiste à mettre en place, autour des principaux centres stratégiques du territoire, un système d'alerte et de transmission informatique destiné à moderniser la couverture aérienne. Sa réalisation durerait plusieurs années.

D'autre part, l'Algérie souhaiterait obtenir de la France de nouveaux hélicoptères et quelques dizaines d'avions Alpha-Jet pour l'entraînement et des missions d'appui au sol. Ce projet était, toutefois, concurrencé par des propositions britanniques relatives aux hélicoptères Westland et à l'avion Hawk, mais l'Alpha Jet a pour lui l'avantage d'être soutenu par l'Allemagne fédérale, cofabricant de cet appareil.

• Le premier **navire amphibie de débarquement de chars et de transport logistique** de deux unités commandées en 1981 auprès des chantiers navals britanniques Brooke Marine, a commencé ses essais en mer. Immatriculé 472 et lancé le 18-5-1983 (numéro de chantier : 440), ce Landing Support Ship qui mesure 93 mètres de longueur, 15,50 mètres de largeur et 2,3 mètres de tirant d'eau et qui déplace 2 200 tonnes, est du type roll on-roll out disposant de plus d'une importante plateforme pour hélicoptères. L'emport cargo est de 380 tonnes, ou 7 chars, et il peut de plus prendre 240 passagers avec ses 81 hommes d'équipage. Quant à la motorisation, elle est assurée par deux Diesel MTU de type 12 V 1163 qui lui donnent une vitesse de 16 nœuds et une autonomie de 3 000 nm. Enfin, l'armement principal est constitué d'un canon bitube Breda 40L70, situé en superstructure arrière et contrôlé par un directeur de tir optronique de type Naja CSEE.

Rappelons que la deuxième unité est en cours de construction, sous-traitée par Vosper Thornycroft.

• L'étude et la réalisation d'un **complexe hospitalier** à Constantine a fait l'objet d'un appel d'offres de la direction de la planification et du budget du ministère de la Défense nationale, Les Tagarins, Alger.

• La **fourniture de matériels de campement, d'effets de couchage et de matériel de cordonnerie** a fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC-MDN, Soumissions BP 298, Alger-Gare.

• La fourniture des coffres-forts, machines à écrire et machines de bureau, d'une part, de matériel et appareils de laboratoire, d'autre part, a fait l'objet d'un **appel d'offres** de la part du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC-MDN, soumissions.

• Des **effets et articles d'habillement**, des chaussures et des effets spéciaux pour pompiers ont fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC-MDN.

• Des **coffrets-souvenirs, des insignes, des insignes de grade, des accessoires et passementeries** ont fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC, MDN.

• Le ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC, MDN, soumissions, BP 298 Alger-Gare a lancé un **appel d'offres** pour la fourniture d'effets d'habillement et d'effets de coiffure.

• La fourniture d'**équipements de laboratoire** dans les trois branches suivantes : bois, plastique et chimie, a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction de l'instruction, sous-direction des moyens, Les Tagarins, Alger.

• La fourniture d'**équipements et articles sportifs** a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, comité ministériel des marchés, BP 298, Les Tagarins, Alger.

• La fourniture de **matériel médical** destiné à la direction de la santé militaire a fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense, division des services communs, soumissions, BP 298, Alger-Gare.

• La fourniture d'**équipements et ateliers de laboratoire** dans les domaines suivants : impression et reprographie, technologie mécanique, mécanique des fluides et d'aérodynamique, mécanique appliquée et résistance des matériaux, a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC, BP 298, Alger-Gare.

• La fourniture de **matières et substances explosives à usage industriel** : nitrate d'ammonium, penthrite, farine de bois, nitrate et carbonate de sodium, grenaille et poudre d'aluminium, éthylène glycol, fil de lin et de jute, acier, cuivre, laiton, papier d'encartouche et cylindre, pistolets et cartouches de scellement, feuilles et bandes en PE, poudre de chasse laminée et noire, carton d'emballage, a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction centrale du matériel et des fabrications militaires, office national des substances explosives et de l'unité de commercialisation, service de l'importation, 123 A, rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

• La fourniture de **matériel de gastro-entérologie** destiné à la direction de la santé militaire a fait l'objet d'un appel d'offres émanant du ministère de la Défense nationale, BP 298, Alger-Gare.

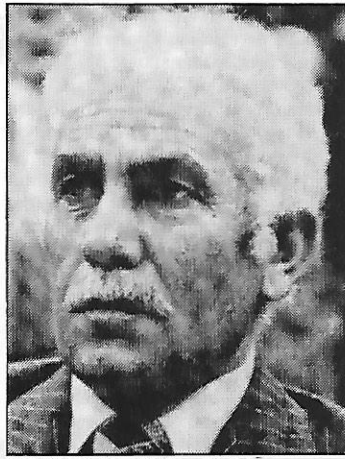
• La fourniture de matériel d'imprimerie, d'un laboratoire de mécanique des fluides, d'un laboratoire d'électronique, d'un laboratoire de mesures électriques, d'un laboratoire de mécanique appliquée et d'un atelier de mécanique et soudure a fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, direction de l'instruction, sous-direction des moyens.

• La fourniture de **matériel dentaire** destiné à la direction de la santé militaire a fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, division des services communs, soumissions.

### Visite en France du président

La visite officielle en France en novembre du président Chadli Bendjedid, la première d'un chef d'Etat algérien depuis l'indépendance, a traduit la volonté des deux pays d'offrir un modèle exemplaire de coopération Nord-Sud, économique, mais aussi politique.

Paris et Alger, préoccupés par la situation au Liban, ont décidé de coordonner leur action en faveur du peuple palestinien, dans le cadre de leurs sensibilités et de leurs alliances. La France est particulièrement active auprès de ses partenaires occidentaux, notamment européens, tandis que l'Algérie est, avec l'Arabie Saoudite, l'un des pays arabes les plus impliqués dans la recherche d'une solution mettant fin aux combats inter-palestiniens. Paris et Alger ont cependant une approche différente du règlement du problème palestinien, même si les deux pays ont exprimé leur soutien à M.



Président Chadli Bendjedid

Yasser Arafat. La France s'est prononcée pour le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à la sécurité, et pour le droit des peuples à l'autodétermination, y compris le peuple palestinien. L'Algérie, favorable au droit des palestiniens à l'autodétermination, s'est associée à la déclaration du Sommet de Fès sur le Proche-Orient qui ne parle pas d'Israël, même si certains pays arabes ont affirmé qu'elle y faisait implicitement allusion.

Des convergences politiques se sont également exprimées sur d'autres points chauds, en Afrique notamment, Sahara occidental et Tchad. Les deux chefs d'Etat se sont prononcés pour un référendum au Sahara et une solution sous l'égide de l'OUA au Tchad.

Mais cette coopération Nord-Sud, au niveau franco-algérien, doit aussi, pour les deux parties, se traduire par une meilleure compréhension entre les deux peuples. Tout au long de cette visite de trois jours, les deux chefs d'Etat ont multiplié les gestes pour bien montrer que la page était tournée. Le président s'est incliné devant le tombeau du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe et a lancé un appel aux Pieds Noirs pour qu'ils contribuent au développement de cette amitié retrouvée. M. Mitterrand a, de son côté, assuré la communauté algérienne qu'elle avait droit au travail et à la sécurité, affirmant que la France se veut hospitalière.

Le président Chadli Bendjedid a quitté Paris le 10 novembre pour Rome. Il a eu juste avant son départ un dernier entretien à l'Elysée avec le président François Mitterrand. Cette ultime rencontre a été conforme à l'image que les deux chefs d'Etat avaient souhaité offrir de ce premier voyage officiel en France d'un président algérien. Accompagnés de leurs épouses, MM. François Mitterrand et Chadli Bendjedid se sont salués chaleureusement sur le perron de l'Elysée, s'adressant des signes d'adieux avant que ne disparaissent les voitures du cortège officiel.

• Le président Chadli Bendjedid a estimé que la France peut jouer un rôle positif pour faciliter la solution du conflit du Sahara occidental et a exploré le changement de position du roi Hassan II du Maroc sur ce problème. « Le Maghreb ne peut se faire au détriment des Sahraouis ou au détriment de notre peuple », a souligné le président.

• Une importante **délégation officielle de Guinée**, conduite par le président de l'Assemblée nationale, M. Damantang Camara, est venue à Alger, ouvrant ainsi la perspective d'un rapprochement spectaculaire entre la Guinée et l'Algérie, dont les relations sont au plus bas depuis des années.

### Coopération nucléaire

Le président de la Commission de l'énergie atomique devait se rendre à Buenos Aires pour y conclure un accord de coopération nucléaire portant notamment sur la participation de l'Argentine à la construction d'une centrale atomique en Algérie, selon le vice amiral Carlos Castro Madero, président de la Commission de l'énergie atomique d'Argentine.

• L'Algérie a décidé d'acheter deux avions Airbus et des camions Renault Véhicules Industriels, a annoncé M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée.

• L'Algérie a confié à la société française Sofregaz la réalisation à Hassi Messaoud d'une unité de récupération de gaz associés, au terme d'un contrat d'une valeur de près de 140 millions de francs signé à Alger. La réalisation de cette unité en 24 mois doit permettre de récupérer le gaz actuellement brûlé aux torches dans les gisements de Hassi Messaoud.

### Offensive d'envergure de l'armée marocaine

Fin octobre, l'armée marocaine a entrepris une campagne de ratissage sans précédent au Nord du Sahara occidental où de « très violents combats l'ont opposée aux forces du front Polisario », a annoncé le ministère sahraoui de l'Information le 31. Dans un communiqué, publié à Alger, le ministère a précisé que quatre régiments de l'armée marocaine comprenant 18 000 hommes, des escadrilles de Mirage F-1 et 5, des hélicoptères, des unités de chars et d'artillerie lourde ont participé à cette offensive, « jamais entreprise dans le passé » dans la zone comprise entre Smara et Tifariti, dans la moitié nord du Sahara occidental. Selon le communiqué, « des combats très violents ont opposé depuis le 28 octobre des unités de libération populaire sahraouies aux forces monarchistes » dont « les pertes en vies humaines

et matérielles ont été très élevées ». Cette « offensive d'envergure », a relevé le communiqué, « intervient au moment où d'aucuns nourrissent un grand espoir quant à l'ébauche d'une solution juste et définitive du conflit du Sahara occidental ».

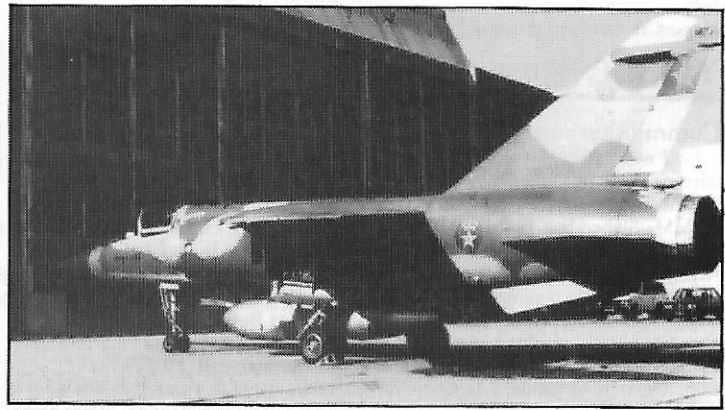
• Une **contre-offensive sahraouie** a forcé l'armée marocaine qui avait entrepris une campagne de ratissage dans le Nord du Sahara occidental, à une « retraite dans le désordre total » vers Smara, a affirmé un communiqué du front Polisario, publié le 7 novembre à Alger. Le front a indiqué que les forces marocaines engagées au cours de cette opération s'élevaient à 18 000 hommes appuyés par plusieurs avions F-5E et Mirage F-1 et des blindés. Le communiqué a fait enfin état de l'utilisation par l'armée marocaine de « nouvelles bombes à fragmentation et antichars MK-20 ».

• Les forces sahraouies ont « pilonné intensivement à l'arme de gros calibre » des concentrations de troupes marocaines à la frontière entre le Maroc et le Sahara occidental, les 21 et 24 octobre, a annoncé un communiqué du front Polisario publié à Alger. Les bombardements ont eu lieu à Douek et à Aouinet El Haifa, et ont infligé aux forces marocaines « d'importantes pertes humaines et matérielles ».

• Le front Polisario a appelé les pays de la CEE à s'abstenir de fournir une aide économique et financière au Maroc en raison de « son attitude intransigeante » dans le conflit du Sahara occidental.

Dans un communiqué publié à Alger, le front Polisario a affirmé que le roi Hassan II « visitait certains pays membres de la communauté économique européenne pour leur demander des aides financières et pour obtenir l'échelonnement des dettes extérieures du Maroc », relevant que cette visite intervenait à la suite « du refus du Maroc d'appliquer le plan de paix » de l'OUA sur le Sahara occidental.

Le front a attiré l'attention des pays européens et des banques internationales sur le fait « que le redressement économique du Maroc n'est possible que si ce dernier met fin à sa guerre d'agression... contre le peuple sahraoui ».



Avion marocain Mirage F-1 EH AMD/BA (France) équipé d'un pod AMIN ; au cours d'une offensive de ratissage menée vers Tifariti fin octobre, au Sahara occidental, contre le Polisario, selon ce mouvement, de nombreux appareils de ce type auraient été utilisés par les forces marocaines

## AFRIQUE

• Il n'y aura pas de 20<sup>e</sup> Sommet de l'OUA si la résolution prévoyant un référendum au Sahara occidental ne reçoit pas d'ici à un début d'exécution, a affirmé à Paris M. Bachir Mustapha Sayed, membre du comité exécutif du front Polisario devant un groupe de journalistes, le 25 octobre.

« La majorité des pays africains », a ajouté M. Sayed, venu en France assister au congrès du Parti socialiste français à Bourg-en-Bresse, « sont attachés à cette résolution et ont conscience du danger que l'intransigeance marocaine fait peser sur l'organisation panafricaine (...) L'isolement du Maroc en Afrique est total » a-t-il dit. En dépit de plusieurs rencontres officieuses avec des représentants du front Polisario, le Maroc, a dit M. Sayed, « se refuse à tout dialogue » et n'a pas la volonté politique de s'engager dans la voie de la paix.

Pour le représentant du Polisario, la ceinture fortifiée édiflée par l'armée marocaine et « pourvue des armements les plus sophistiqués » ne constitue « ni une solution politique ni une solution militaire », car, a-t-il indiqué, il est dans les moyens des combattants sahraouis « de la franchir et la détruire ». M. Sayed a estimé d'autre part que « le devoir de la France était d'aider les peuples du Nord-Ouest africain à rétablir la paix et à faire accepter au roi du Maroc l'inéluctable ». Il a déploré qu'« aucun geste concret » n'ait jusqu'ici été fait par Paris en direction du peuple sahraoui.

M. Sayed a précisé que le front Polisario avait des contacts réguliers avec plusieurs partis politiques français, comme « le Parti socialiste, le Parti communiste, le RPR ». Quant aux relations avec le gouvernement français, a-t-il ajouté, elles se font depuis environ six mois à un « niveau assez bas ». Evoquant les relations algéro-marocaines, M. Sayed a déclaré qu'il est du « rôle régional et international » de l'Algérie d'aider le Maroc à trouver une solution au conflit du Sahara et que cette attitude n'a pas d'incidence sur la nature des liens unissant le front Polisario à l'Algérie. Pour M. Sayed, le Maroc a marqué un « tout petit point » en renouant avec la Libye, mais a-t-il dit « cela risque de n'être qu'un mirage ». Là encore, a-t-il poursuivi, cela n'affecte en rien les relations du front Polisario et de la Libye, mais cela a renforcé « le roi Hassan II dans son intransigeance ».

## TUNISIE

### Commission militaire mixte

Le 2 novembre, la commission militaire mixte tuniso-américaine a ouvert ses travaux à Tunis sous la présidence de MM. Slaheddine Baly, ministre de la Défense nationale, et Richard L. Armitage, sous-secrétaire américain à la Défense. Cette commission militaire mixte, qui a été créée au mois de novembre 1981, se réunit une fois par an alternativement en Tunisie et aux Etats-Unis, pour évaluer la coopération bilatérale, principalement en matière de livraison de matériel militaire américain à la Tunisie. Les Etats-Unis qui, avec la France, sont les principaux fournisseurs de matériel militaire à la

Tunisie, ont accordé en 1983 à Tunis pour 100 750 000 dollars de crédits destinés à la réalisation d'un programme de modernisation de l'armée. Ces crédits contribueront, croit-on savoir, à l'acquisition aux Etats-Unis de chasseurs F-5, de chars M-60 et de missiles sol-air Chaparral.

D'autre part, M. Armitage s'est entretenu à Tunis avec le ministre tunisien des Affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi. L'entretien, qui a duré une heure et demie, a porté sur un certain nombre de problèmes internationaux, particulièrement ceux de la région, a indiqué le sous-secrétaire américain à la Défense, soulignant la convergence des vues des deux parties sur la plupart des questions évoquées. M. Armitage a ajouté qu'il avait fait part au chef de la diplomatie tunisienne de « l'engagement des Etats-Unis pour la sauvegarde de la paix et de la stabilité dans la région et dans le monde ».



Char M-60 Chrysler (USA). La Tunisie envisagerait de se porter acquéreur de matériels de ce modèle

• M. Slaheddine Baly a reçu à Tunis une délégation d'officiers de la marine saoudienne conduite par le capitaine de frégate, Mohamed Tahar Chami. Cette délégation comprenait les commandants de cinq bâtiments saoudiens mouillés au port de la Goulette, près de Tunis, dans le cadre d'une visite amicale : Okba Ibn Nafaâ, Abou Obeida, Yarmouk, Hattine et Tabouk.

• Deux bâtiments de l'escadre soviétique, un destroyer et un escorteur rapide, ont fait escale à Bizerte du 18 au 22 octobre.

• La sécurité en Méditerranée a été le thème central de la première journée de la visite en Tunisie du président François Mitterrand, qui a eu successivement un entretien avec le président Habib Bourguiba puis des conversations avec le Premier ministre Mohamed Mzali. « Le problème de l'Europe », a déclaré le chef de l'Etat français dans un toast prononcé lors du déjeuner offert en son honneur par le président Bourguiba, « est devenu méditerranéen avec son élargissement vers le Sud. » Il est important, a-t-il ajouté, « que la Tunisie aborde avec la communauté européenne, et pas seulement avec la France, une discussion approfondie pour que s'instaure une conception de la paix et de l'organisation du monde autour de cette mer ».

• M. Slaheddine Baly a reçu le capitaine de vaisseau Frederik Georges Gravo Costa, commandant du navire-école Custodio de Mello de la marine nationale brésilienne, venu lui rendre une visite de courtoisie, à l'occasion de l'escale d'amitié de ce navire.

• Le 28 octobre, le président français François Mitterrand a estimé devant le parlement que, dans le conflit irako-iranien, il ne fallait pas que l'Irak succombe en raison de la répercussion qu'aurait une telle issue sur l'équilibre régional.

• M. Mohamed Mzali, Premier ministre, a reçu au Palais du Gouvernement à La Kasbah, M. Richard L. Armitage, sous-secrétaire américain à la Défense.

L'entretien s'est déroulé en présence notamment de MM. Slaheddine Baly, ministre de la Défense nationale, Habib Ben Yahia, ambassadeur à Washington, et Walter Leon Cutler, ambassadeur des Etats-Unis à Tunis.

• Le 3 novembre le président Bourguiba a reçu à Tunis M. Richard L. Armitage, sous-secrétaire américain à la Défense, en visite. L'entretien a porté sur « l'avenir des relations entre les deux pays », a indiqué M. Armitage ajoutant : « Nous estimons que grâce à la clairvoyance du président Bourguiba, la stabilité peut régner dans la région ». « J'ai assuré le président tunisien que l'engagement des Etats-Unis de contribuer au développement de la Tunisie reste ferme », a-t-il conclu.

• Le président Bourguiba et son épouse ont reçu au palais de Carthage le colonel Benloucif, secrétaire général du ministère algérien de la Défense nationale. Ont assisté à l'audience, MM. Slaheddine Baly, Béji Caid Essebsi, ministre des Affaires étrangères et Driss Guiga, ministre de l'Intérieur, ainsi que les ambassadeurs des deux pays.

Le reste des membres de la délégation militaire algérienne se sont par la suite joints à l'entrevue au cours de laquelle le chef de l'Etat a décoré le colonel Benloucif des insignes de grand officier de l'Ordre de la République.

• Le colonel Mustapha Benloucif, secrétaire général du ministère algérien de la Défense nationale, a transmis au président Bourguiba le souhait du président algérien Chadli Bendjedid « que la coopération militaire entre les deux pays ne soit pas moins importante que la coopération dans les autres domaines ». Le colonel, qui achevait une visite de travail, a transmis ce message au président au cours d'une audience à laquelle assistaient les ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur. « Le président Bendjedid m'a recommandé d'œuvrer pour le renforcement des relations bilatérales dans tous les domaines, et plus particulièrement dans celui de la coopération entre les armées tunisienne et algérienne, pour développer les deux pays qui ne constituent qu'une seule et même patrie », a déclaré le colonel Benloucif à la presse à l'issue de l'entretien.

• M. Mongi Kooli, ministre délégué auprès du Premier ministre, a reçu le colonel Mustapha Benloucif, secrétaire général du ministère algérien de la Défense.

• M. Béji Caid Essebsi a reçu le colonel Mustapha Benloucif, secrétaire général du ministère algérien de la Défense nationale.



Tandis que le patrouilleur lance-missiles Combattante-III La Galite-501 construit par CMN (France) navigue déjà, le Tunis-502, en tous points semblable, vient d'être lancé

## AFRIQUE

• Fin septembre, des **troubles**, qui ne sont pas liés toutefois à l'instauration de la Charia (loi islamique), ont éclaté à Bora, dans le Sud du pays. Il y aurait eu, selon des informations parvenues à Khartoum, une dizaine de militaires et civils tués et des désertions. Selon la même source, l'armée a procédé à des opérations de sécurité dans le Sud-Ouest du pays.

• Le commandant des forces armées de l'OLP au Soudan, Brig Abu Hani, a exprimé son **soutien au président de l'OLP Yasser Arafat**, en réaction à l'appel du leader des dissidents de l'OLP, Farik Khadra, pour faire tomber la direction d'Arafat.

Au cours d'une communication téléphonique avec Arafat, Abu Hani a indiqué que l'annonce de Khadra de ne pas reconnaître la direction d'Arafat était sa décision personnelle qui, a-t-il ajouté, a été dictée par la force de renseignements syrienne dont Khadra lui-même est membre. Les forces armées de l'OLP au Soudan sont conscientes que l'armée de libération palestinienne doit déjouer avec fermeté toutes les conspirations contre la légitimité de la décision du peuple palestinien de choisir son leader, a-t-il déclaré. Les forces armées de l'OLP au Soudan condamnent ces conspirations et se mettent à la disposition de Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP et commandant en chef des forces palestiniennes.

• **Des centaines de détenus de la prison d'Omdurman, près de Khartoum, se sont mutinés** pour protester contre leur détention préventive qui dure depuis plus de trois ans, selon Suna. Les mutins ont lapidé les gardiens et endommagé des lignes électriques et des conduites d'eau. Il n'y a pas eu de blessés, et la mutinerie a pu être calmée.

795 détenus avaient réussi à ouvrir une brèche dans l'un des murs de la prison, mais aucun n'a pu s'évader en raison de la présence des policiers anti-émeute autour du bâtiment. L'émeute a pris fin grâce à l'intervention du procureur de la province, M. Haider Mustafa, qui a promis aux mutins d'examiner immédiatement les accusations qui pèsent contre eux.

• Le maréchal Nimeiry a assisté à la **remise du diplôme de Dawa (propagation de la foi)** et d'études islamiques à la première promotion d'officiers formés au centre islamique africain de Khartoum. Ces officiers avaient aussi fait un stage dans l'administration religieuse des forces armées saoudiennes.

• **Le président Nimeiry a accusé l'Éthiopie de recruter et d'entraîner dans des camps militaires en Éthiopie des jeunes Soudanais originaires du Sud**, en vue d'actions contre son régime. Selon le président, les jeunes Soudanais sont recrutés pour aller étudier en Éthiopie, mais sont en fait enrôlés à leur arrivée dans des camps militaires organisés par l'Éthiopie et la Libye.

Selon Al Sahafa, le premier vice-président et ministre de la Sécurité nationale, le général Omer Moha-

med Tayeb, a fait part au président Nimeiry de documents saisis sur 700 étudiants du Sud du pays prouvant qu'ils s'apprétaient à rejoindre ces camps d'entraînement.

• En ce qui concerne la **coopération militaire**, des sources informées à Paris font état du désir du gouvernement de Khartoum de se porter acquéreur de matériels français et notamment d'hélicoptères. L'armée, forte de 58 000 hommes, est dotée de matériels d'origines diverses et notamment des États-Unis, d'Union soviétique, de Chine, de Grande-Bretagne et de France.

### Visite-surprise du président Mubarak

Le 18 octobre, le président égyptien Mubarak est venu à Khartoum pour une visite impromptue de quelques heures. Cette visite n'avait pas été annoncée.

Le président était accompagné d'un certain nombre de ministres, notamment le ministre de la Défense, le maréchal Abou Ghazala, le ministre des Affaires étrangères, M. Kamal Hassan Ali, et le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, M. Boutros Ghali.

• Le président roumain Ceausescu a quitté Khartoum après une **visite officielle** de trois jours.

### Artère hertzienne

Thomson-CSF-Division communications et Telspace (Thomson-CSF CIT-Alcatel (France) réaliseront pour l'Office des télécommunications publiques, une artère hertzienne de plus de 1 000 km destinée aux télécommunications et à la télévision ainsi qu'à l'implantation d'une station terrienne de télécommunications par satellite. La mise en service de l'ouvrage complet est prévue pour la fin de 1984.

• Le président Nimeiry a décidé le **démantèlement de la compagnie nationale Sudan Airways** et sa transformation en une compagnie privée. Selon un décret présidentiel, les actions de la nouvelle compagnie pourront être détenues par le secteur privé national ou étranger, ainsi que par des coopératives et des entreprises mixtes.

• La compagnie pétrolière soudanaise du Nil Blanc et la compagnie italienne SNAM-Progetti ont signé un **accord** de 350 millions de dollars pour la construction d'un oléoduc de 1 400 km.

### Appel à l'Union

Le président du comité exécutif du FLE-FLP, M. Osman Saleh Sabbe, a lancé un appel à l'union de l'ensemble des mouvements de libération érythréens afin de mettre fin au « colonialisme éthiopien » en Érythrée. M. Saleh Sabbe, qui se trouvait à Mogadiscio pour le 14<sup>e</sup> anniversaire de la révolution somalienne, a indiqué à cette occasion que ses forces continuaient à se battre à l'Ouest de l'Érythrée et qu'elles avaient reçu des armes de quelques pays arabes. Il a enfin indiqué que le premier congrès de son mouvement se tiendrait en novembre ou en décembre en Érythrée.

## MAURITANIE

### Aide alimentaire algérienne

Plusieurs avions de transport militaires algériens ont déposé à Nouakchott des produits alimentaires, don de l'Algérie à la Mauritanie pour l'aider à surmonter les effets de la sécheresse. De source informée dans la capitale, on indiquait que cette aide était destinée à des secours urgents des populations éprouvées et serait suivie d'autres aides alimentaires.

• Le niveau du fleuve Sénégal, qui arrose le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, connaît une **baisse importante en raison de la sécheresse** qui sévit dans ces trois pays. La baisse est telle qu'elle ne va pas sans poser des problèmes pour l'irrigation des périmètres et l'alimentation en eau des populations et du bétail, a déclaré M. Samba Yela Kiop, ministre sénégalais de l'Hydraulique, à Nouakchott.

« Quand le niveau du fleuve baisse », a-t-il expliqué, « la remontée de marée apporte avec elle de l'eau salée, ce qui n'est pas sans effets sur la préservation des quantités d'eau douce disponibles dont les réserves risquent de ne pas être suffisantes ».

## SENEGAL

### Retour du Sud-Liban

Le ministre des Forces armées a présidé au camp Dial Diop, la cérémonie marquant le retour du 10<sup>e</sup> bataillon mis à la disposition des Nations unies au Sud-Liban, en présence du général de corps d'armée, Idrissa Fall, chef d'état-major des armées, du général de division Waly Faye, haut commandant de la gendarmerie et directeur de la justice militaire et de l'ambassadeur du Liban M. Adib Kantar. Le 10<sup>e</sup> bataillon, conduit par le lieutenant-colonel Saliou Niang, composé de 600 soldats, officiers, sous-officiers et gendarmes, a participé du 15 mars au 15 septembre 1983, aux opérations de maintien de la paix au Sud-Liban, dans le cadre de la force intérimaire des Nations unies.

• **Le génie** a l'habitude de travailler dans des sites aquatiques. C'est ainsi qu'en 1962-1963, le génie a eu à construire la route Kaffrine - Birkelane prolongée par l'axe de Malem-Hoddar. Entre 1965 et 1968, le génie a construit des pistes et digues au profit de l'actuelle SAED. Pendant trois ans, l'unité a également construit des écoles au profit du ministère de l'Éducation nationale. Le terrassement de Pikine - Guédiawaye est à son actif. Pendant la période 1968-1974, le génie a réalisé les fameuses pistes cotonnières dans le Sénégal oriental (plus de 300 km de pistes de production). En Casamance, il a eu à effectuer des constructions au profit des pionniers dans le cadre du service civique.

1978 marque une étape importante dans l'action du génie. En effet, c'est à cette époque qu'il a reçu un important lot de matériel des États-Unis. En 1979, s'est tenu un

conseil interministériel sur moyens de rentabiliser devant son matériel. A l'issue de cet important conseil qui s'était tenu à Barg d'autres chantiers d'intérêt national ont été confiés au génie. On peut citer la réalisation du réseau Panafit celle de l'antenne Corolla au profit l'armée française ainsi que les terrassements de la SICAP-Mermeoz.

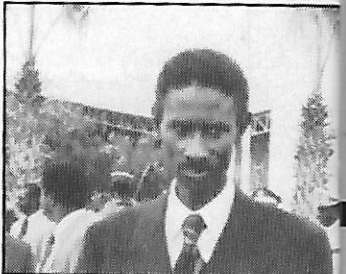
C'est en 1980 que le génie a été saisi pour désenclaver l'Île à Mophyl, entre Madina Ndiaybé, Cas Ngouye, Thioubalèle, etc. Il a également effectué des travaux au profit des périmètres irrigués villageois pour un programme financé par la Hollande. Pour le commandant Diallo, chef des travaux de génie, l'opinion publique n'est pas très informée. Il précise : « En plus de notre mission traditionnelle de combat en période opérationnelle en temps de paix, nous sommes au service du développement national ».

Le chef des travaux du génie a estimé que ses hommes étaient prêts à se lancer dans d'autres opérations similaires dès qu'on le leur demandera.

### Aménagement territorial

La région du Cap Vert, où se trouve Dakar, va être subdivisée en trois départements constitués chacun d'une commune, et en deux communautés rurales, selon des projets de décrets adoptés par le conseil des ministres. Selon les décrets, les trois communes sont Dakar, Pikine, à 17 km du centre ville et Rufisque, à 30 km, qui constituent la communauté urbaine de Dakar.

• Le président Abdou Diouf, avant de regagner Dakar à l'issue d'une **visite officielle de quatre jours en Algérie**, a souligné la « large convergence de vues » apparue à l'occasion de ses entretiens avec le président Chadli Bendjedid, qui s'agisse des problèmes bilatéraux ou des problèmes africains.



Président Abdou Diouf

### Vedette métallique

La fourniture d'une vedette métallique dont la capacité sera comprise entre 120 et 180 places avec une vitesse d'environ 10 nœuds a fait l'objet d'un appel d'offres de la direction générale du port de Dakar.

• Le 15 octobre, le premier **rally aérien sur les traces de l'Aérospatial** s'est achevé dans une ambiance de fête à Saint-Louis, dernière étape d'une épreuve qui avait commencé une semaine auparavant à Toulouse. Il a été remporté par Reims Aviation avec un Cessna-150 piloté par Serg Maigret et Marie-France Delaveau.